16-30 AVRIL 1950 BI-MENSUEL (Deuxieme année) N° 24

BULLETIN DE L'ASSOCIATION D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

Association déclarée
Loi de 1901

354, Rue Saint-Honoré
PARIS-Ier

Compte Chèque Postal de l'Association
PARIS 7241-06

SOMMAIRE

CHRONIQUE
Le XIIe Congrès du P.C. Français 1

ACTUALITE
L'U.R.S.S. contre l'Autriche 3
La persécution religieuse en Chine .. 3
Le Congrès Mondial de la Paix 4

ETUDES
Le Parti Communiste Albanais 5
L'U.R.S.S. et le problème des minorités : le cas de la Transylvanie 7

DOCUMENT
La soviétisation de l'éducation en Esthonie 7

LES PAYS DU GLACIS SOVIETIQUE
Zone soviétique en Allemagne : *Les victimes des camps de concentration. — La nouvelle police* 9
La colonisation économique 10
Tchécoslovaquie : *Le rouble-or et les pays satellites* 10
Présages de nouvelles épurations .. 11
Yougoslavie : *Tito et l'Eglise catholique. — L'aide militaire de l'U.R.S.S. pendant la guerre* 11
Hongrie : *Le nouveau régime et les fêtes nationales* 12
Bulgarie : *La liquidation de l'héritage de Dimitrov* 13
Roumanie : *Eloge de l'Armée Rouge* .. 14
Pologne : *La création littéraire en démocratie populaire* 15

LA VIE EN U.R.S.S.
M. Andréiev fait son « mea culpa » .. 15
Elections et baisse des prix. — Comment on encense Staline 16

LE COMMUNISME EN EXTREME-ORIENT
Les projets agraires de Ho Chi Minh 16

CHRONIQUE

Le XIIe Congrès du P.C. Français

Le XIIe Congrès du Parti Communiste qui s'est tenu à Gennevilliers du 2 au 6 avril 1950, n'a apporté aucune nouveauté singulière et nos confrères de la grande presse, trop soumis aux impressions du moment, se sont trompés quand ils ont monté en épingle « l'autocritique » à laquelle se sont livrés la plupart des orateurs, et parlé à ce propos de la crise communiste. Le parti communiste a en effet connu depuis deux ans, ce qu'on peut, si l'on veut, décorer du nom de crise ; il a accentué certaines formes de son action, modifié le fonctionnement de son appareil. Mais tout ce travail était pratiquement achevé à la veille du Congrès, lequel, dans une large mesure, est venu mettre un point final au travail mené moins publiquement depuis des mois.

Quelques exemples en donneront la preuve.

Certains journalistes ont été, ont-ils écrit, fortement impressionnés par l'ardeur avec laquelle les délégués sont venus reconnaître les erreurs commises par eux-mêmes, ou plus exactement par leurs fédérations — car il n'est, croyons-nous, que M. Marcel Paul, qui ait reconnu son erreur personnelle. C'est vraiment s'en laisser conter aisément par des gens passés maîtres dans l'art du camouflage.

Les responsables du Parti se sont bien gardés, en effet, de laisser transparaître dans les discours au Congrès (discours que tous *lisaient*) des allusions trop claires aux conflits réels qui se sont produits récemment dans certaines fédérations du parti et qui ont été connus au dehors, si bien gardé qu'ait été le secret, par certaines de leurs répercussions. Ainsi M. Lambin de la Fédération du Nord, n'a parlé qu'en termes abstraits des fautes commises par son organisation, mais les délégués n'ont pas su pourquoi exactement l'ancienne direction fédérale avait été remplacée presque entièrement, quelques semaines plus tôt, comme si l'avis ou même la confession de militantes aussi connues et aussi éprouvées que Mme Martha Desrumeaux n'avait eu aucune

espèce d'importance. Ce conflit qui a été considérable, a entraîné le remplacement de M. Arthur Ramette au Bureau Politique, mais le Congrès n'a pas été jugé digne de savoir pourquoi.

Ainsi c'est avant le Congrès et loin du regard des curieux qu'ont été réglées les difficultés réelles. Sous le marché couvert de Gennevilliers, les flagellations verbales étaient de théorie.

Renouvellement des cadres

Même comédie en ce qui concerne le renouvellement des cadres. A lire discours et résolutions, on croirait que le Congrès a décidé d'appeler aux postes de direction un plus grand nombre d'individus qui soient à la fois des jeunes et des prolétaires authentiques.

Or, voici longtemps déjà, nous l'avons signalé en son temps, que des assises moins solennelles ont transmis aux fédérations et aux sections ce mot d'ordre de renouvellement des cadres ; il a déjà pratiquement été suivi partout, et les délégués au congrès ont été choisis selon ces principes. C'est ainsi que sur 903 délégués, 605 étaient âgés de moins de 35 ans et 619 étaient des travailleurs des usines et des chantiers.

Le sens de cette mesure est clair. Le parti a besoin d'éléments jeunes à un moment où il s'engage dans une lutte où les aptitudes à la lutte physique ont plus de prix que le sens politique ou la connaissance des problèmes ouvriers ou autres. Et il a besoin aussi d'éléments absolument sûrs, obéissant plus que jamais sans la moindre velléité de discuter ou de dire non, ne devant qu'au parti leur importance politique, et condamnés à rentrer dans le néant et l'oubli s'il leur ôtait leurs fonctions en même temps que sa confiance.

Les communistes n'ont pas oublié que les principales difficultés à la subordination du P.C. et aux volontés du Komintern vinrent au début d'hommes qui avaient une valeur personnelle et par eux-mêmes s'étaient fait un nom. On les remplaça peu à peu par des hommes formés à l'école bolchevick. Un des rares survivants — au prix de quelles bassesses — est le vieux Marcel Cachin, que la jeune équipe, celle de Thorez méprisa longtemps presque ouvertement et méprise encore en dépit de la vénération qu'elle lui voue publiquement. Quant aux intellectuels, aujourd'hui membres du P.C., ils n'ont à la différence de ceux des années 1920, aucune expérience et presque aucun passé politique. Ils n'ont d'ailleurs aucune influence et aucun rôle, sinon un rôle décoratif (qu'ils savent d'ailleurs utiliser au mieux de leurs intérêts personnels).

Nous assistons aujourd'hui à une seconde promotion des cadres du P.C., rendue nécessaire à la fois par les pertes dues à la guerre et par le vieillissement de la génération qui occupe depuis vingt-cinq ans les postes responsables. Ces hommes atteignent maintenant la cinquantaine et on peut craindre fort logiquement qu'ils ne perdent avec l'âge aussi bien l'allant que la souplesse. D'où cette montée d'une nouvelle équipe, dont le moins qu'on puisse dire est que sa formation intellectuelle et morale est loin de valoir celle de la précédente (dont les meilleurs représentants d'ailleurs, ne sont pas ceux qui demeurent au parti). Cet affaiblissement intellectuel explique la médiocrité des travaux du congrès de Gennevilliers.

Retour aux cellules d'entreprises

Le même reproche d'insincérité et de truquage s'applique aux décisions précises en vue du retour aux cellules d'entreprises. Le travail sur ce point est certainement moins avancé que sur d'autres, mais c'est un peu parce que les consignes ont été données plus récemment et surtout plus prudemment. Voici quelques mois déjà Thorez constatait publiquement la difficulté de transformer les luttes revendicatives en luttes politiques et il indiquait la nécessité de dépasser les objectifs purement corporatifs pour placer le combat sur le terrain de la « paix », et de l'opposition au « fascisme », et *France Nouvelle* depuis longtemps reproche aux militants de préférer le travail de section au travail de cellule. Désormais la consigne est nette. Quelles que soient les difficultés qui doivent en résulter pour les organisations syndicales, il faut partout créer des cellules d'entreprises, dont l'objectif sera avant tout politique.

A vingt cinq ans de distance, le parti reprend ainsi des consignes qui furent siennes lors de sa première bolchevisation. Dans son rapport au cinquième Congrès Mondial sur l'activité de l'Exécutif, Zinoviev (qui depuis ...) avait déclaré : « *Les cellules et les comités d'usines, voilà les premières exigences que nous posons au parti communiste français* ». Cette formule de Zinoviev résume parfaitement à nouveau la consigne transmise au P.C. et que le Congrès n'a fait qu'entériner.

Centralisme démocratique

Ces constatations que chacun peut faire permettent de saisir le véritable sens de ce que les communistes entendent par autocritique et par centralisme démocratique.

Dans la mesure en effet où elle n'est pas un leurre, dans celle aussi où elle n'a pas pour dessein de briser un militant en le contraignant à une confession publique de ces fautes, l'autocritique n'est qu'un instrument aux mains des dirigeants du P.C. pour imposer à tous les militants le respect de la politique du parti. Le congrès n'a pas pour objet « *la désignation de la ligne du*

Notre but

Le B.E.I.P.I. a pour but de faciliter le travail des membres de notre Association. Il leur apporte chaque quinzaine des études inédites, des documents révélateurs et des informations contrôlées sur la politique internationale notamment sur celle des pays du bloc soviétique, et sur le Communisme lui-même. Ces informations sont extraites en particulier des publications communistes du monde entier, ainsi que d'autres publications.

Tous les renseignements contenus dans le Bulletin sont publiés en vue de leur diffusion. C'est dire que nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur. D'autre part nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin. Adresser la correspondance à B.E.I.P.I., 354, rue Saint-Honoré à Paris (1er).

parti» mais son observation et son *«application»*. Les délégués du Congrès, comme les militants des sections, ne sont jamais invités à proposer des méthodes d'action, ou à critiquer la politique suivie. Leur rôle est d'appliquer cette politique et de dénoncer ceux qui ne l'appliquent pas avec une fidélité ou une efficacité suffisantes. C'est notamment à la base que l'on fait appel pour imposer aux cadres moyens (s'ils venaient à être suspects de mollesse ou d'indépendance) le respect de la « *juste* » politique du parti. Centralisme démocratique et autocrique n'ont donc pas d'autres buts que d'étouffer la moindre tentation d'indépendance ou de réflexions personnelles.

ACTUALITÉ

L'U.R.S.S. contre l'Autriche

La lecture de la presse autrichienne du mois de mars est édifiante quant aux sévices soviétiques contre ce petit pays qui se refuse à devenir une démocratie populaire.

A la séance du Parlement du 8 mars, le député Weikhart déclarait que de 1945 à 1949, l'Autriche a payé 5,3 milliards de schillings comme frais d'occupation (le schilling vaut entre 25 et 30 francs). Sur cette somme, l'Union Soviétique a reçu à elle seule 2.5 milliards, soit près de la moitié, l'Angleterre 841 millions, la France 735 millions et les Etats-Unis 407 millions. La différence entre le total encaissé par ces quatre puissances et le chiffre global de 5,3 milliards s'explique par les pertes qu'a subies l'Autriche lors de l'échange des billets de banque émis par les puissances occupantes.

Les enlèvements d'Autrichiens par les Russes continuent. La presse autrichienne du 18 mars annonce qu'à la dernière réunion du Conseil interallié des puissances occupantes, le représentant américain lui répondit que jusqu'à présent, les Russes avaient enlevé en Autriche plus de 5.000 personnes en les condamnant et en les déportant sans les avoir déférés à une justice régulière.

Des élections municipales devraient avoir lieu au mois d'avril en Basse-Autriche et dans le Burgenland, deux provinces autrichiennes occupées par les Russes. Il n'est cependant pas certain que les Russes laissent ces élections se dérouler normalement. Lors de leur arrivée, en 1945, ils avaient nommé dans de nombreux villages et villes des maires communistes, et comme ils sont sûrs que des élections municipales balaieront ces maires, ils préfèrent évidemment que ces élections n'aient pas lieu.

Depuis 1948, plusieurs communes situées en zone soviétique près de la ligne de démarcation américaine, n'ont pas le droit de se servir du téléphone. Une carte postale expédiée de ces communes à Vienne (distance : environ 160 km.) met six jours, un télégramme trois jours.

Les Russes appliquent le système des otages. Le 14 février dernier, n'ayant pas trouvé un jeune ouvrier qu'ils voulaient arrêter (la chose s'est passée à Rainfeld en Basse-Autriche), ils prirent son père à sa place.

En novembre dernier, une bagarre éclata à Hausmening, petite localité en zone soviétique. Des officiers russes en état d'ébriété avaient fait une cour un peu brutale à des Autrichiennes. Quelques heures après, l'un des officiers russes fut trouvé noyé dans la rivière. Le gendarme autrichien avec qui il avait eu des altercations parvint à se réfugier en zone américaine. Les Russes exigèrent alors que les autorités autrichiennes leur livrassent le chef de la gendarmerie, Liberda, qui n'y était évidemment pour rien et qui se sentant filé par des communistes autrichiens et alerté à temps par cette filature, réussit lui aussi à s'enfuir en zone américaine. Ne pouvant se venger ni sur l'un ni sur l'autre, les Russes arrêtèrent au hasard deux jeunes gens qui avaient assisté à la bagarre, et les condamnèrent sans preuves, le 26 janvier, l'un à 25 ans et l'autre à 5 ans de prison, à purger naturellement en Russie. Le procès fut évidemment secret, et ce n'est que le 18 mars que les autorités informèrent le gouvernement autrichien des condamnations prononcées.

Le gouvernement soviétique a demandé au gouvernement autrichien l'extradition du chef de gendarmerie Liberda. Le gouvernement autrichien a refusé cette extradition à la date du 21 mars. Les choses en sont là pour l'instant.

La persécution religieuse en Chine

La politique religieuse de Mao Tsé Tung n'a pas encore été définie clairement. Mais de l'ensemble des renseignements recueillis mensuellement par le *CHINA MISSIONARY BULLETIN*, il apparaît que l'attitude des communistes à l'égard de la religion offre partout le même aspect. Ce synchronisme, est si peu compatible avec la variété de cet immense pays — connu pour son individualisme anarchique, qu'il faut bien l'expliquer par des consignes rigoureuses données par le parti communiste. De la fin de la guerre mondiale à la fin de 1949, on peut déterminer assez précisément trois phases successives dans le comportement des communistes vis-à-vis de la religion : une phase de persécution violente jusqu'à l'été de 1948 ; puis une phase d'accalmie. Enfin depuis le courant de 1949, une phase d'hostilité non violente, mais méthodique, visant à l'éviction totale de la religion (1).

Première phase: La persécution violente

Durant la période qui s'étend du 15 août 1945 (la paix avec le Japon) jusqu'à l'été 1948, le parti communiste a vécu des jours difficiles. Dans la fièvre de l'excitation d'une lutte inégale contre les troupes nationalistes de Tchang Kai Chek, les

(1) Ces notes sont extraites, pour l'essentiel, des *Etudes* — mars 1950.

communistes établirent un régime de terreur qui frappa également les missionnaires et la population chinoise. Ce fût l'époque de nombreux procès populaires. Une liste fort incomplète, dressée d'après des renseignements encore fragmentaires cite le nom de 58 prêtres, de 16 frères et de 13 religieuses exécutés dans le cours de cette période. Par ailleurs 25 victimes furent dénombrées pour les protestants dans le seul Shantung. A ces chiffres il convient d'ajouter plusieurs centaines de victimes parmi la population, sans compter les innombrables sévices et supplices dont furent l'objet le clergé ou leurs fidèles. Pour se borner à quelques exemples, c'est du 9 au 11 décembre 1947 que l'église de Chunghi-Siwantze (Chaha) fût incendiée et la population massacrée après la prise de la ville. A la même époque dans le Jehol, les prêtres, les religieuses et une partie de la population furent traînés sur les routes gelées ou déchirés sur des pointes de chaume. Les uns moururent en plein supplice, les autres achevés par des coups. Un des drames les plus connus, fut le supplice des trappistes de Yangkiaping, dans le sud du Chahar, en août 1945. Saisis par les rouges, et entraînés dans marche à la mort, 31 trappistes succombèrent dans des conditions de cruauté inouïes. A ces supplices s'ajoutèrent des mesures de coercition ou d'humiliation sans nombre, des pillages d'églises, la détention arbitraire du clergé, l'ordre de se marier imposé à des religieuses, etc..., toutes mesures dictées par les Kung Tsa Pan ou Comités d'action.

Deuxième phase: L'accalmie

Subitement, à partir de l'été 1948 la tactique change complètement. Les prêtres prisonniers sont relâchés, les églises rendues au culte et la liberté proclamée solennellement. Cette tactique n'était nullement dictée par la tolérance, mais pas l'habileté politique. A mesure que les armées contrôlent de nouvelles régions, les communistes ont besoin d'activer le travail producteur et ils sentent qu'à chaque mesure d'intolérance une résistance passive se manifeste chez les paysans, même chez les non-croyants. Par ailleurs, par leur dévouement envers les blessés des armées populaires, les organisations religieuses rendaient d'immenses services aux troupes de Mao Tsé Tung. Ainsi s'explique cette clémence.

Si les troupes dans l'affairement des combats, ont du occuper des écoles ou des bâtiments religieux, bien vite on donne l'ordre de les évacuer et de les restituer à leurs occupants. Les chefs militaires ou politiques rendent des visites d'amitié aux missionnaires. On interdit aux soldats de pénétrer sans autorisation dans l'enceinte de la Mission. Bien mieux, après six ans d'interdiction, on autorise les prêtres catholiques à pénétrer à Yenan, la Ville Sainte. C'est une véritable lune de miel.

Troisième phase: L'asphyxie progressive

Mais peu à peu cette attitude libérale devait cesser au fur et à mesure que s'implantait et s'organisait le parti communiste dans les régions conquises par Mao Tsé Tung.

Les communistes laissent encore une liberté relative aux écoles chrétiennes : ce n'est pas par souci de liberté, mais pour le simple désir de promouvoir l'instruction qu'ils ne pourraient pas dispenser eux-mêmes, par manque de personnel. Mais le parti communiste qui tend à s'assurer de plus en plus le monopole de l'influence intellectuelle, exerce un contrôle très strict sur l'enseignement. Des cours de marxisme sont imposés dans les écoles. Les maîtres et même les séminaristes et les missionnaires comme ceux de Suchow et Tangshan dans le Kiangsou ont du suivre des cours et des sessions de rééducation avant de reprendre leur poste. En outre les organisations catholiques sont accablées de taxes de toutes sortes, ce qui les oblige à vendre leurs propriétés. Peu à peu, par des coercitions permanentes, le Parti Communiste est en train de prendre la direction totale de l'enseignement et il devient le seul maître de l'esprit.

Parallèlement aux contraintes qui paralysent l'enseignement religieux, l'activité religieuse proprement dite, est de plus en plus contrariée par les communistes. Alors que les civils s'en voient refuser l'autorisation, les prêtres ont toute facilité pour quitter le pays. Les bâtiments du culte sont parfois confisqués ou fermés. Le plus souvent ils servent aux manifestations politiques, et comme par hasard ces manifestations coïncident toujours avec l'heure des offices dominicaux : on peut voir alors trôner sur les autels les portraits de Mao et de Staline. Partout la persécution reprend sournoisement. On interdit de sonner les cloches, on interdit d'admettre les enfants au culte afin de ne pas peser sur leur liberté. Ici un travail supplémentaire est imposé à ceux qui se sont rendus à la messe, là on multiplie les obstacles aux mariages religieux, partout on fait obstruction à l'entrée des carrières gouvernementales pour tous ceux qui pratiquent la religion.

Ainsi à la persécution sanglante qui a marqué le début de l'occupation, a suivi, après une accalmie trompeuse, une persécution insidieuse qui tend à aboutir à une lente asphyxie des libertés religieuses. Comme dans les autres démocraties populaires, la religion est directement menacée en Chine.

Le Congrès Mondial de la Paix

(De notre correspondant de Stockholm)

Il s'est tenu du 16 au 19 mars. Le public suédois n'y a pris aucune part. Le Parti communiste n'a trouvé ni sympathie ni fonds en Suède pour organiser des Comités de paix. Nul n'a accepté de patronner le Congrès. Le nombre des réponses favorables fut à tel point insignifiant que les communistes se virent acculés à la falsification, c'est-à-dire à proclamer avoir le concours de telle ou telle personnalité comme par exemple celui de M. Carl Lindberg, directeur de la Siemens Union de Stockholm, sans avoir obtenu l'autorisation des intéressés.

P. O. Zennstrum, écrivain et journaliste communiste président du « Comité de paix » suédois a toutes les raisons de se montrer mécontent des militants communistes suédois car ceux-ci non plus ne montrèrent pas l'enthousiasme désiré. La revue communiste *Vår Tid* blâma d'ailleurs ouvertement cette passivité et rappela que « *la lutte pour la paix est la mission spéciale de tout communiste* ».

La presse suédoise unanime a dénoncé dans le Congrès une violation de la neutralité suédoise, et une grossière manœuvre de Moscou. Des

réunions et des démonstrations contre le « congrès » ont été prévues par un large front réunissant tous les partis politiques de gauche à droite. Et l'opinion publique n'a pas caché son indignation lorsque le conseil municipal de la ville de Stockholm décida d'organiser une réception aux délégués étrangers. Le maire C. A. Anderson prétendit que ce n'était qu'un geste de courtoisie et que la ville de Stockholm ne pouvait prendre parti dans un débat politique. La raison de cette décision impopulaire est que les sociaux-démocrates ne maintiennent leur majorité au Conseil Municipal qu'avec l'appoint communiste et qu'ils sont dans le cas présent obligés de suivre une ligne de conduite différente de celle du gouvernement social-démocrate. C'est une conséquence bien fâcheuse de l'amitié contre nature entre communistes et sociaux-démocrates au Conseil Municipal de la ville de Stockholm, si souvent condamnée par de nombreux chefs socialistes suédois.

Le congrès fut ouvert le soir du 16 mars dans le « Community hall » de Stockholm. La baronne Marika Stiernsted, sympathisante communiste bien connue, reçut les délégués au nom du comité staliniste suédois pour la paix. Le discours d'ouverture fut prononcé par Joliot-Curie qui fit une nouvelle déclaration de fidélité totale à l'U.R.S.S., et d'hostilité à la politique occidentale.

Puis le secrétaire général J. Lafitte (autre français) lut un rapport et donna quelques chiffres. Il parla du « *chantage par la peur* » auquel recourent les puissances occidentales vis-à-vis de l'Union Soviétique. Il cita ensuite la déclaration faite par le professeur Einstein et signée par 1.500 savants américains. Le mouvement pour la paix grandit. Le comité parisien est en contact avec 81 pays dans lesquels également le mouvement devient de plus en plus fort. Cependant, conclut Lafitte, il ne suffit pas de souhaiter la paix, il faut encore se battre pour elle.

Prirent ensuite la parole, les professeurs Growler (Grande-Bretagne), Omodéo (Italie) et l'Abbé Boulier (France). Ce dernier affirma que les chrétiens de France devraient participer au travail pour la paix et aider les hommes qui ont refusé de décharger dans les ports le matériel de guerre américain.

Le vendredi 17 mars, réunion à l'Université de Stockholm. La salle est à moitié vide (une centaine de personnes à peine). Le nombre des auditeurs décroît au fur et à mesure que la réunion se prolonge. Le président essaie en vain de retenir par geste les auditeurs qui se lèvent l'un après l'autre pour quitter la salle sans attendre la fin des débats. Ilya Ehrenburg manifesta d'ailleurs son désappointement de voir un auditoire aussi restreint alors que tant de gens avaient été vus par lui faire la queue devant les cinémas présentant des films américains. Il reprocha aux Suédois d'être indifférents à la « *lutte pour la paix* ». Il leur rappela quel fut le sort du Danemark et de la Norvège durant la dernière guerre.

Le professeur anglais Growler accusa durant cette réunion l'Amérique d'avoir volé les résultats des savants européens dans le domaine atomique pour ensuite menacer l'Europe de cette même bombe atomique.

Le « progressiste » américain Albert Kahn agent soviétique notoire, affirma ensuite qu'aucun Américain honnête ne doutait du fait que les U.S.A. sont les seuls à menacer la paix.

Dans l'ensemble, les discours des délégués soviétiques furent différents des discours habituels. Tous magnifiaient la Suède. la paix et la collaboration internationale. Aucun ne prononça le nom de Staline ni le mot communisme.

Signalons que les contre-manifestations furent nombreuses à Stockholm (pétitions, réunions, etc...). Le 18 mars, les réfugiés baltes firent célébrer un service religieux à la mémoire de leurs parents et compatriotes déportés par les Soviets.

ÉTUDES

Le Parti Communiste Albanais

Avant l'entrée en guerre le l'U.R.S.S. il n'y avait pas à proprement parler de Parti Communiste en Albanie. Trois groupes : celui de Koritza, celui de Scutari et celui dit des « Jeunes » témoignaient cependant de tendances révolutionnaires à caractère communiste.

Aucun d'entre eux n'avait réussi à élaborer une théorie politique cohérente. Le plus clair de leur activité consistait à se déchirer mutuellement.

Les chefs du groupe de Koritza étaient Enver Hoxha, maître actuel de l'Albanie, (ses origines sont mal connues, il semble qu'avant la guerre il ait fréquenté l'Université de Bruxelles et la Sorbonne et enseigné le français dans un lycée de Tirana avant d'entrer dans la clandestinité). Koci Xoxe, petit artisan qui devint ministre de l'Intérieur et fut exécuté l'année dernière pour titisme, Nako Spiro, et Lazar Fundo qui fut exécuté par Xoxe avant la fin de la guerre.

Ce groupe aurait été le seul à avoir des racines dans les masses, les deux autres étant composés essentiellement d'intellectuels.

Le second groupe, celui de Scutari fut fondé en 1938. Son principal leader était alors Tuk Jakova actuellement éminence grise du P.C. albanais. Ce groupe possédait de nombreuses liaisons avec les milieux universitaires.

Enfin le groupe des « Jeunes » était plutôt de tendance trotkyste.

Après l'entrée en guerre de l'U.R.S.S., le groupe des « Jeunes » et celui de Scutari estimèrent que l'unité était indispensable. Ils lancèrent un appel au groupe de Koritza qui déclina la proposition. Certains éléments du groupe des « Jeunes » entrèrent alors en contact avec les communistes yougoslaves Popovitch et Dusham, et les invitèrent à s'entremettrent dans la querelle qui opposait les trois fractions.

Intervention du P.C. Yougoslave

Popovitch et Dusham vinrent clandestinement à Tirana avec l'approbation officieuse du P.C. yougoslave et ils proposèrent une conférence des trois fractions, prélude à l'unité.

Après de multiples incidents Popovitch demanda pour aboutir qu'on lui permit de désigner lui-

même les membres du futur C.C. du Parti albanais. Un peu plus tard le C.C. était formé : il comprenait les représentants du groupe de Scutari et de celui de Koritza. Un seul militant du groupe des « Jeunes » en faisait partie, cette fraction étant jugée trop peu stalinienne.

Le Comité Central ainsi formé fut en fait dirigé par le yougoslave Dusham qui entreprit de constituer des cellules au sein desquelles s'effectuerait l'amalgame des différentes fractions. Mais le dosage fut effectué de telle façon que le C.C. put compter sur une majorité des groupes de Scutari et de Koritza. Anastas et Xhepi chefs du groupe des « Jeunes » furent pratiquement annihilés.

Ce n'était là que le premier temps de la manœuvre. Dès que le C.C. fut bien en mains, Popovitch et Dusham réunirent une conférence à l'issue de laquelle Anastas et Xhepi furent exclus « pour sectarisme ». Ils consentirent cependant à confesser leurs « erreurs » et à poursuivre de l'extérieur leur collaboration.

Résistance au sein du Parti

Les méthodes bureaucratiques et policières du C.C. mécontentaient toutefois un grand nombre de militants. Devant cette situation, celui-ci décida de procéder à une épuration sans faiblesse des cadres par exécutions sans jugement. Les assassinats furent nombreux. Xhepi lui-même n'échappa que par miracle à une embuscade.

L'opposition n'avait cependant pas de base idéologique sérieuse pour organiser son action. Elle était avant tout composée de partisans, et non de militants idéologiquement armés. Toutefois après le refus de la direction d'organiser une conférence, l'opposition se sépara du C.C. Le mouvement parti de Valona fut suivi dans plusieurs régions.

La répression fut sanglante. Plusieurs centaines d'oppositionnels périrent. Parmi eux : Halim Xhelo l'un des premiers propagateurs du marxisme-léninisme en Albanie, Lazar Fundo, qui avait appartenu au Komintern avant de devenir trotskyste, Nehi Hoxa, Duro Kanina, etc... Cette épuration se poursuivit sporadiquement pendant toute la guerre. Après l'armistice, des tribunaux du peuple condamnèrent des militants comme Hasan Reci (déjà condamné à mort sous le Roi Zog).

Staliniens contre titistes

Le conflit entre les staliniens et les trotskystes fut toutefois à son tour dépassé par l'apparition d'une nouvelle lutte entre les staliniens purs et les partisans de Tito, et ce dès 1943. Au début de 1943, Tito envoya en effet en Albanie un de ses lieutenants, Voukmanovitch. Celui-ci recruta immédiatement des partisans au sein du C.C., Koci Xoxe, secrétaire à l'organisation du Parti (futur ministre de l'Intérieur), Pandi Kristo (Président de la Commission de Contrôle du Parti) et Nesti Kerendzi.

Le premier conflit éclata à propos de la liquidation des partisans du groupe non communiste de Balli Combetar (résistants de droite, qui peuvent être comparés au groupe Mikaïlovitch en Yougoslavie). Les titistes étaient partisans de l'extermination immédiate. Les staliniens au contraire étaient enclins à la temporisation, estimant que des partisans de ce groupe pouvaient être gagnés à la cause communiste. Le C.C. proposa finalement avant d'engager la lutte de dénoncer le caractère pro-fasciste de cette organisation afin d'éclairer les paysans et les ouvriers qui en faisaient partie.

Un autre sujet de crise fut provoqué par la réunion du deuxième plénum du C.C. tenu à Bérat en novembre 1944, et au cours de laquelle la tendance titiste triompha aisément. Elle imposa en particulier une ligne politique entièrement favorable aux projets fédératifs de Tito.

A partir de ce moment Tito gouverne l'Albanie par procuration. Il oriente le pays dans le sens de la fédération balkanique et y développe la tactique du Front National, analogue à celle qu'il pratique en Yougoslavie.

Les Staliniens l'emportent

Mais la fraction dirigée par Enver Hoxka, Mehmet Chehou, Nako Spiro, ne se tient pas pour battue. Si les organes du pouvoir, en particulier la police (commandée par Xoxe) lui échappent, Hoxha conservent néanmoins la confiance de Moscou qu'il renseigne régulièrement sur les visées de Tito.

Au cours de l'été 1948, le Kominform dénonce le fascisme de Tito. Il semble que Hoxka ait eu communication à l'avance des fameuses lettres du C.C. du P.C.P. (b) adressées à Tito. En tout cas la réaction est rapide dès le mois de juillet. Les conseils économiques et militaires ainsi que les citoyens yougoslaves sont expulsés séance tenante.

Toutefois, par un paradoxe, Xoxe et Kristo demeurent provisoirement en fonction. Xoxe dirige même la purge au cours de laquelle 3.000 Albanais sont liquidés pour cause de titisme. La raison de ce maintien en place est due peut-être au fait que Xoxe était extrêmement populaire. Communiste de vieille date, il était de souche chrétienne orthodoxe et les orthodoxes participèrent en plus grand nombre à la Résistance que les musulmans dont Enver Hoxha est le représentant.

Cependant, en octobre 1948, Xoxe fut déplacé de son poste de Ministre de l'Intérieur et nommé Ministre de l'Industrie. Cet événement se produisit à la suite d'un voyage à Moscou de Tuk Jakova alors ministre de l'Industrie et éminence grise du Parti. (Il fut pendant la guerre le Commissaire politique principal des guerillas albanaises. Après la guerre il passa plusieurs mois aux Etats-Unis où il « travailla » les milieux d'émigrés albanais. A Tirana on le considère comme l'émissaire du Kominform).

Toutefois il ne s'agissait pour Xoxe que d'un répit. Dès fin octobre l'organe du P.C. albanais l'accuse de titisme. Xoxe, Kristo et Kerendzi sont démis de leurs fonctions. En décembre ils sont arrêtés et le 8 juin Xoxe est condamné à mort et exécuté. Ses co-accusés sont condamnés à des peines d'emprisonnement.

Outre les inculpations classiques de trahison, on formule contre eux les mêmes griefs que contre Tito (d'avoir négligé l'auto-critique, favorisé les koulaks, dissous le Parti dans un front démocratique, etc.).

Ce procès marquait la liquidation du titisme en Albanie. Désormais le pouvoir est entre les mains des Russes ou de leurs partisans. Malgré une situation alimentaire particulièrement difficile toute sédition semble vouée à l'échec.

Mais le danger subsiste aux frontières. Les émigrés albanais et les éléments autochtones de la province de Kassowa (qui fait partie de la Yougoslavie mais que les nationalistes albanais revendiquent) ont formé un Comité dit de Kassowa. Le Chef en est Gani Bey Kryeziu, ancien chef d'une tribu d'Albanie du Nord qui commanda des guérillas pendant la guerre. Son influence en Albanie n'est pas d'essence politique mais il bénéficie du prestige d'un ancien chef de bande.

L'U.R.S.S. et le problème des minorités

Le cas de la Transylvanie

Le problème des minorités nationales a depuis cent cinquante ans empoisonné l'atmosphère européenne. Lorsqu'en 1945, l'U.R.S.S. sortit victorieuse de la guerre, les optimistes pensèrent qu'elle résoudrait cette épineuse question.

Il est intéressant d'étudier sur un exemple concret la marge qui sépare les théories prêchées par l'U.R.S.S. sur la question des minorités, de leur application pratique. De ce point de vue, le cas de la Transylvanie, territoire situé entre la Roumanie et la Hongrie, constitue un cas remarquable et peut-être considéré comme une sorte de banc d'essai de la politique russe à l'égard des minorités nationales.

La Transylvanie est un haut plateau s'étendant entre les grandes plaines de Hongrie et de Roumanie, limité au Sud et à l'Est par la chaîne des Carpathes. Ce territoire est un creuset au sein duquel voisinent les religions catholique, protestante et orthodoxe, les langues slave et germanique.

Trois nationalités se partagent ce territoire : les Roumains qui représentent plus de la moitié de la population, les Hongrois qui forment un peu plus du tiers, et les saxons d'origine allemande qui en constituent un dixième. La population totale est d'environ 6 millions. L'étendue du territoire est de 103.000 km2 c'est-à-dire un peu plus que le Portugal.

Au cours de son histoire, la Transylvanie appartint pendant 500 ans à la Hongrie (1074-1572) fut pendant 140 ans une principauté indépendante (1572-1711) devint pour 150 ans une principauté de l'empire des Habsbourgs (1711-1867) fut intégrée à la Hongrie de 1867 à 1920, et depuis cette date appartient à la Roumanie.

Cette évolution historique montre clairement les difficultés du problème transylvain. Le comte Ciano écrivait à ce propos, dans son journal, à la suite de la décision prise à Vienne en mars 1939 : « *C'est un problème difficile à résoudre, impossible même, si l'on veut être absolument équitable* ».

C'est donc à « *cette tâche insoluble* » que les Soviets s'attelèrent après l'occupation du pays.

Une large autonomie fut immédiatement assurée à l'enseignement : des écoles hongroises furent créées, dont 5 écoles supérieures, 4 théâtres donnèrent des représentations en langue hongroise.

Une propagande active célébra les vertus de l'autonomie. Les communistes firent même miroiter aux yeux des populations le mirage d'une Transylvanie indépendante.

Très vite, toutefois le ton changea. L'instauration du gouvernement Groza apporta une modification totale de la ligne adoptée. En effet, pour faire accepter au Roi Michel la nomination d'un gouvernement pro-soviétique, la Transylvanie tout entière fut promise comme récompense à la Roumanie (Cf. les déclarations de James Byrnes, dans « Cartes sur table »).

L'apparition de Vychinski à Cluj, capitale de la Transylvanie le 13 mars 1945 a signifié que les thèmes sur les droits des minorités n'étaient que des slogans. En effet, si l'enseignement de chaque langue des nationalités qui cohabitent en Transylvanie a été maintenu, les oppositions nationales ont été l'objet de la part des communistes d'une tentative de transfert sur le plan de la lutte de classe. Le sentiment national doit devenir un sentiment de classe. Ainsi communistes roumains et hongrois doivent lutter ensemble contre les « oppresseurs réactionnaires ».

La liberté linguistique n'est rien d'autre que le canal par lequel se déverse la propagande communiste. Les écoliers, les universitaires doivent écouter exactement les mêmes textes.

Les promesses de l'autonomie administrative furent escamotées par le biais de la division du Parti Communiste en différentes branches correspondantes aux nationalités. Ainsi fut créée *l'Association Populaire Hongroise* et *l'Association des Allemands démocratiques*. Ce sont ces sections étroitement subordonnées au Parti Communiste qui sont censées représenter la liberté des nationalités.

La faillite des espoirs des communistes transylvains est mise en évidence par l'arrestation effectuée il y a trois mois des chefs de l'organisation communiste *l'Association Populaire Hongroise* MM. Kurko et Csogor, ce dernier recteur de l'Université hongroise. Kurko était un communiste de longue date. Quand il comprit que la Transylvanie ne bénéficierait pas des libertés promises, il protesta violemment et fut arrêté.

Un autre cas tragique est celui de l'évêque Aron Marton, préposé au clergé catholique de Transylvanie. Cet homme d'une droiture de caractère respecté même par ses ennemis, resta en Transylvanie alors que la plus grande partie de son épiscopat avait été adjurée à la Hongrie. Mais la politique « compréhensive » promise aux nationalités par Staline, l'atteignit à son tour et il fut arrêté en 1949 sous le prétexte de « contacts avec des puissances étrangères ».

La liquidation de toute liberté nationale réelle suit son cours : les coopératives ont perdu leur indépendance, le poste d'inspecteur de l'Enseignement hongrois a été supprimé, ainsi que le bureau pour la défense juridique des Hongrois. Enfin, suprême mesure, d'après des témoignages dignes de confiance, le Parti Communiste projette de supprimer les organisations nationales, comme l'*Association Populaire Hongroise*. Ainsi serait aboli le dernier simulacre des « libertés transylvaines ».

DOCUMENT

La soviétisation de l'éducation en Esthonie

La propagande bolchevique proclame volontiers que l'école soviétique est la plus progressiste et la plus démocratique du monde, que la liberté religieuse y est respectée et que l'instruction est accessible à tous les citoyens sans exception. Mais la réalité est sensiblement différente.

Des instituteurs et des professeurs esthoniens ayant fait l'expérience de la soviétisation de l'école en Esthonie ont pu fuir leur pays. Leurs témoignages ont été publiés par diverses revues nordiques, notamment *Newsletter from behind the iron curtain* et *East and West*, au hasard de leurs numéros, depuis 1947. A travers ces témoi-

gnages, il est possible de se faire une idée assez exacte de ce qu'a été la soviétisation de l'éducation en Esthonie.

Les principes

En dépit de la tolérance officielle des croyances religieuses, la caractéristique dominante de l'éducation soviétique est son fond anti religieux. Selon les principes bolcheviks, le concept de Dieu résulte de la crainte de l'homme primitif devant l'inconnu de la nature, et la croyance en une vie future n'est qu'une consolation gratuite à l'usage du prolétariat dont la situation est sans espoir au sein de la société bourgeoise. Cette croyance n'a plus acune raison d'être dans le monde sans classe de la nouvelle société communiste. Elle doit donc disparaître, par la contrainte même s'il est besoin.

La morale dite bourgeoise doit aussi disparaître de l'enseignement au profit de la « morale communiste ». Selon le juriste soviétique Pachoukanis « *est moral tout ce qui sert notre classe. Il n'y a pas de valeur morale intrinsèque. Ce qui est utile aujourd'hui peut ne plus l'être demain* ». La morale communiste est donc essentiellement opportuniste. Elle nie les fondements même de la morale universelle et se rapproche du principe : «la fin justifie les moyens.»

L'éducation soviétique inculque aux enfants la conscience de classe. Elle leur apprend à reconnaître et à démasquer les adversaires de classe, où qu'ils se trouvent et quels qu'ils soient, même s'il s'agit de membres de leur famille. L'écolier est entraîné à surveiller ses camarades, ses parents et ses maîtres et encouragé à les dénoncer.

Un autre trait caractéristique de l'éducation soviétique est le chauvinisme outrancier. Les pédagogues enseignent à la jeunesse que l'U.R.S.S. est le centre de la culture. La culture soviétique est la plus brillante, le citoyen soviétique est le plus heureux, l'avion soviétique est le plus rapide et toutes les grandes inventions sont soviétiques ou tout au moins russes. Tout ce qui existe dans les nations capitalistes est systématiquement minimisé ou passé sous silence.

Enfin, la politique est entièrement mêlée à l'éducation. Les pédagogues estiment que « *seule une école basée sur les fondements solides du marxisme-léninisme peut éduquer la jeunesse d'une façon pratique et intéressante pour l'avenir du pays...* » les enfants doivent être éduqués de façon à devenir des propagandistes actifs de la politique soviétique.

La mise en œuvre

Ces principes, élaborés et mis en pratique en Union Soviétique pendant plus de vingt ans ont été imposés brutalement à l'Esthonie en 1940 d'abord, en 1945 ensuite. La soviétisation n'a rien épargné. Elle s'est appliquée des garderies d'enfants jusqu'aux Universités.

Dans les garderies d'enfants, des procédés à peine croyables sont recommandés au personnel enseignant par le Ministère de l'Education Nationale. En voici un exemple : le maître dit à l'enfant : « On t'a dit qu'il y avait un bon Dieu. Et bien ferme les yeux et demande lui qu'il t'envoie des bonbons ». Et comme l'enfant, en ouvrant les yeux, n'en découvre pas, on lui explique qu'il n'y a pas de bon Dieu. Même expérience en s'adressant à Staline. Cette fois l'enfant ouvre les yeux et voit un paquet de bonbons. Il est tout prêt d'adorer le grand Staline.

Nous signalons à nos lecteurs les numéros d'*Articles et Documents* du 13 et du 17 mars 1950 publiés par la Direction de la Documentation de la Présidence du Conseil, 14, Rue Lord Byron, Paris (8e) et consacrés à l'Allemagne de l'Est.

Ces numéros contiennent deux études extrêmement intéressantes extraites de la presse allemande sur « *Le régime communiste dans la République démocratique allemande* » et publiées par Hans E. Trütsch dans *Neue Zürcher Zeitung* des 5-9-10, 14 et 15 février 1950.

Ces articles constituent une analyse très complète des rouages du gouvernement communiste en zone orientale: examen de la lettre et de la réalité de la Constitution, rapports entre le gouvernement allemand et les Russes, rôle des partis sociaux-démocrates et bourgeois, organisation de la police, les syndicats, le Front National, etc...

L'intérêt de ces articles serait notablement amoindri par un résumé même étendu, c'est pourquoi nous conseillons à nos lecteurs de s'y reporter.

Quand la Russie occupa l'Esthonie, l'enseignement secondaire fut déclaré gratuit. Mais bientôt les frais de scolarité furent rétablis et leur taux fut beaucoup plus élevé qu'auparavant. Ce que les propagandistes communistes tentèrent de justifier en déclarant : « *La gratuité de l'école est devenue inutile en raison de la croissante prospérité du peuple. Un peuple riche peut payer l'éducation de ses enfants* ». Mais, en fait, l'instruction est devenue le privilège des enfants de « l'intelligentsia soviétique » des officiers, hauts fonctionnaires, etc...

Les programmes d'enseignement furent considérablement remaniés ainsi que les manuels scolaires. L'enseignement religieux fut interdit et les cours de latin, psychologie et logique supprimés. Le russe devint langue obligatoire. De nouveaux cours furent créés : l'histoire du parti communiste, l'étude de Marx, Lénine et Staline, etc.

L'éducation physique devenue «progressiste» s'est transformée en entraînement militaire : les enfants, garçons et filles, apprennent à manier le fusil ou la mitrailleuse, à jeter la grenade et s'exercent au combat de rues.

Enfin, en dehors de l'école même, et pour compléter l'éducation politique de la jeunesse, on habitue les enfants à participer activement à toutes les manifestations populaires : l'anniversaire de la Commune de Paris, etc..., etc...

Cette soviétisation brutale ne manqua pas de blesser profondément le patriotisme des Esthoniens. Des manifestations d'hostilité à ces méthodes eurent lieu parmi les élèves et les maîtres. Mais une rigueur impitoyable fut employée pour asseoir la nouvelle éducation. De nombreux maîtres furent destitués, d'autres furent déportés et liquidés.

Et ce qui s'est passé en Esthonie a eu lieu également dans les autres pays baltes, et à peu de choses près dans les Démocraties populaires. Partout les Soviets se sont attachés à l'éducation des enfants dans le but de les préparer à leur tâche de militants communistes. Mais contrairement à ce qu'on pourrait croire, il n'est nullement tenu compte des caractéristiques nationales des peuples. Le communisme ne s'adapte pas aux particularités nationales. Il les nie et les étouffe dans son uniformité.

LES PAYS DU GLACIS SOVIÉTIQUE

ZONE SOVIÉTIQUE EN ALLEMAGNE

Les victimes des camps de concentration

Nous donnons ci-après quelques extraits de journaux allemands dont les chiffres font ressortir l'ampleur de la répression qui ne distingue pas entre Allemands et étrangers et qui aurait atteint même des ressortissants français :

Sous le titre « *Le livre gris sur les camps de concentration* » le *KURIER* (Berlin-Ouest), du 25 février, dresse le bilan suivant :

« *Le nombre de personnes mortes dans les camps de concentration de la faim, de la fatigue, de la maladie et des mauvais traitements, est estimé à* 180.000. *Le nombre de personnes internées qui ont été transférées vers la Russie, se chiffre par* 30 *à* 40.000. »

Ces chiffres ont été confirmés par M. F. Neumann, président du Parti Social Démocrate, au cours d'une récente conférence de presse à Berlin.

Selon la *SUDDEUTSCHE ZEITUNG*, du 3 mars, 8 % seulement des internés auraient été libérés. Mais la libération a été récemment suspendue, annonce le *KURIER*, déjà cité.

De son côté *DIE NEUE ZEITUNG* du 3 mars apporte les précisions que voici :

« *Le médecin hollandais Jean Sauter, libéré il y a quelque temps de Buchenwald, a annoncé que parmi les internés déportés vers l'U.R.S.S. se trouveraient également des ressortissants étrangers. Un transport qui a été dirigé sur Brest-Litovsk, comprenait notamment des Français, des Belges, des Hollandais et des Italiens. Un certain nombre de sujets américains et anglais sont également détenus dans les camps de concentration dans la zone soviétique. Le traitement qui leur est réservé ne diffère pas de celui des Allemands internés.* »

Le 3 mars, M. W. Pieck a reçu en audience une délégation des représentants des Communautés Israélites, venus pour solliciter un adoucissement du régime des camps en faveur de nombreux Juifs internés. Le communiqué suivant a été diffusé par l'agence ADN sous licence soviétique :

« *Le Président de la République W. Pieck a reçu dans sa résidence privée et en présence de M. Nuschke, vice-président du Conseil, le Grand Rabbin de Berlin St. S. Schwarzschild, M. Julius Meyer, président des Communautés Israélites de l'Allemagne orientale, et le Dr Hans Freund, président du Tribunal suprême. Dans une atmosphère de compréhension ont été évoqués les problèmes de la population juive de la zone orientale. Sur la demande des grands Rabbins, M. Pieck a promis d'intervenir auprès des autorités soviétiques, a annoncé à l'issue de l'entretien M. Meyer, afin que le secours de la religion puisse être apporté aux internés juifs.* »

(Le **Kurier,** du 34 mars).

La nouvelle police

La sûreté Nationale (S. S. D.) vient d'être reconstituée, malgré l'interdiction alliée n° 31, prise en 1946. Elle fusionnera avec les milices populaires, dont les chefs suivent des cours spéciaux en U.R.S.S. A la tête de la nouvelle police se trouvera Zaisser, ex-général Gomez des Brigades Internationales en Espagne, ancien membre du Comité de l'Allemagne libre de von Paulus.

Les aménagements du siège du S.S.D. sont ainsi décrits par *DIE NEUE ZEITUNG* de Francfort, du 25 février :

« ... *Les réfugiés de la zone soviétique rapportent que l'immense cantine de Hohenschönhaus, près Berlin a été récemment transformée en siège du N.K.V.D. et équipée d'instruments de torture. Ces renseignements ont été confirmés par la Ligue des Droits de l'Homme. Selon un artisan qui a participé aux travaux de réfection et de transformation, les caves divisées en cellules peuvent contenir près de 700 prisonniers. On a prévu des salles de torture dont l'une réfrigérée, une autre recouverte d'eau en permanence, sont les plus effroyables. En l'absence totale de fenêtres toutes les salles et cellules sont éclairées jour et nuit par des ampoules extrêmement puissantes. Les ouvriers spécialisés qui y avaient travaillé ont été transportés vers une destination inconnue.* »

Les deux extraits ci-dessous donneront une première idée des activités du nouvel organisme :

« ... *La Sûreté soviético-germanique est autorisée, dans les cas de sabotage et d'espionnage, à prononcer des jugements sans l'assentiment des tribunaux. Si la peine à infliger dépasse* 5 *ans de prison, l'affaire doit être jugée devant une section juridique spéciale du N.K.V.D. Les nouveaux pouvoirs de la police ressortent du règlement mis en vigueur par Zaisser, et publiés par le journal* Sozialdemokrat. *Tous les jugements rendus par la S.S.D. sont immédiatement exécutoires. Aucun recours n'est admis. De plus, le N.K.V.D. décide si la peine doit être purgée en Allemagne ou en Union Soviétique.* »

(**Der Abend,** Berlin du 2 mars).

« ... *Trente-deux agents de la S.S.D. ont été envoyés en Allemagne occidentale. Ils ont pour mission de faire de la propagande en faveur du « Front National », notamment dans la Ruhr et en Saxe. Leur activité doit se dérouler notamment dans les entreprises industrielles. Ils sont aussi chargés de recueillir et rapporter des secrets de fabrication.* »

(**Hannoversche Presse,** 2 mars).

La colonisation économique

La pénétration économique des Soviets dans les pays du glacis s'est faite dans bien des cas sous le couvert de sociétés prétendues mixtes. Dans tous les pays ex-ennemis, on a constitué avec des capitaux hongrois, roumains, bulgares, des supertrusts contrôlant les principales branches industrielles. La participation soviétique à 51 % a été assurée par l'abandon des réparations de guerre au profit de ces sociétés. C'est ainsi que les Russes exercent un contrôle absolu sur tout le pétrole roumain, sur la navigation sur le Danube et sur le lac Balaton en Hongrie et en Roumanie, sur une partie de la production énergétique, etc. L'expansion de ces cartels vers l'Autriche, telle est la prochaine étape, affirme la *HANNOVERSCHE PRESSE*, du 9 mars :

« *Les Soviets sont en train de constituer dans leur zone d'occupation en Autriche et en Hongrie, un des plus grands trusts européens qui soient... Ce supertrust étendra son activité sur diverses branches industrielles et sera appelé à jouer un rôle considérable dans l'économie de l'Europe. Dès février dernier, de nombreuses entreprises de la U.S.I.A. autrichienne* (1) *et des entreprises hongroises similaires ont été placées sous l'autorité directe du général soviétique Titchomirov.* »

Une évolution analogue s'est produite en Allemagne orientale où le konzern S.A.G. est également constitué sous la forme de société mixte à participation soviétique. *DER ABEND*, du 2 mars s'exprime ainsi :

« *L'Etat de l'Allemagne orientale doit acheter 49 % des actions de la S.A.G., les 51 autres pour cents du capital restant acquis aux Soviets à titre de dédommagement pour les prétendus investissements soviétiques. Les nogociations à ce sujet se déroulent sous la présidence du ministre du commerce extérieur de l'Allemagne orientale, Handke et sous celle du chef de la section industrielle de la Commission de contrôle soviétique, Borovik. Les Soviets ont fait valoir le droit de prélever en priorité jusqu'à 51 % sur la production courante La nouvelle administration soviéto-germano-communiste sera mise en place, dans certaines entreprises, dès le 15 mars.* »

Le même journal berlinois rapporte par ailleurs que :

« *La grosse entreprise d'électricité « Sachsen-Anhalt's » a dû augmenter ses fournitures à l'U.R.S.S. d'une manière considérable. C'est ce qu'a annoncé le ministre-président de la province Saxe-Anhalt, Bruschke, du parti socialiste unifié. Les objectifs nouvellement assignés à cette entreprise ont été relevés de 80 %.* »

(1) Entreprise sous contrôle soviétique.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Le rouble-or et les pays satellites

L'éditorialiste du *PRACA* du 8 mars examine la nature et les répercussions des récentes opérations monétaires décidées à Moscou. L'article fait ressortir le fait que l'opération soviétique comporte trois séries de mesures nettement distinctes, à savoir :

(1) la baisse des prix intérieurs n'affectant nullement les échanges commerciaux extérieurs, (en raison de la pratique des doubles-prix) ;

(2) le choc psychologique provoqué par la réévaluation du rouble par rapport au dollar dans l'intention d'ébranler la confiance des satellites en la monnaie américaine ;

(3) la création d'une zone monétaire unique avec étalon-or, devant englober U.R.S.S., pays de l'Europe orientale et Chine.

Le *PRACA* écrit notamment :

« *Si les pays de démocratie populaire, y compris la Chine nouvelle adhérent sans réticences et sans réserves au rouble, désormais stabilisé, et effectuent les paiements internationaux entre eux dans cette monnaie, l'impérialisme du dollar perdra ainsi complètement le contrôle sur les transactions dans un tiers du globe. La base sans cesse élargie du commerce extérieur entre les démocraties populaires et l'Union Soviétique, et plus particulièrement le recent traité commercial conclu par l'U.R.S.S. et la Chine populaire, ouvrent une ère nouvelle dans les relations commerciales au détriment des Etats-Unis et de leurs partenaires « marshallisés* »

Le passage précédent rejoint la déclaration que M. Paul Reynaud a faite avant de s'embarquer pour les Etats-Unis :

« *En réévaluant le rouble, j'ai l'impression que la Russie a effectué une opération dans le but de donner une monnaie aux Chinois. S'il en est ainsi, c'est une opération de très vaste envergure puisque le marché chinois compte 450 millions d'habitants.* »

Enfin des pourparlers économiques se préparent entre Pékin et les capitales des démocraties populaires de l'Est. Dans son n° 22, le *B.E.I.P.I.* a signalé la présence simultanée à Moscou des négociateurs chinois et du ministre du commerce extérieur tchèque, M. Gregor. Et le *PRACA* du 8 mars de compléter, par un laconique communiqué, les informations précédentes :

« *Une délégation commerciale tchécoslovaque, présidée par le Dr Adamek, vice-ministre du commerce extérieur, a quitté Moscou à destination de Pékin.* »

RÉSERVÉ AUX MEMBRES DE L'ASSOCIATION CE BULLETIN N'EST PAS VENDU

Présages de nouvelles épurations

Sous le titre « *Des espions et des saboteurs condamnés* », le *HOSPODAR* du 9 mars publie un long article consacré au procès du ressortissant hollandais M. J. Louwers, condamné récemment à une lourde peine de prison. Nous en extrayons les passages suivants où le rédacteur du *HOSPODAR* en « tire la leçon et les conclusions pratiques » :

« *Ce procès est une excellente leçon de vigilance. Ce procès a confirmé pleinement la récente déclaration du député Ladislav Kopriva qui a parlé longuement des actes de trahison commis par les émigrés et du manque de vigilance dans nos entreprises industrielles. C'est précisément ce défaut de vigilance qui a permis à Louwers et à ses compagnons de se procurer aisément des informations importantes concernant notre économie nationale.*

« *Et nous demandons : Comment se fait-il que ces agents de l'étranger aient pu se réfugier à l'étranger ? Qui leur a donné des recommandations et qui leur a délivré les passeports ?* »

Voilà une attaque en règle contre la SNB (Police) qui dépend du ministère de l'Intérieur. Or, il se trouve, après l'épuration dont vient d'être victime M. Clementis, ministre des Affaires Etrangères, que le titulaire du ministère de l'Intérieur, M. Vaclav Nosek, est le derniers des communistes « londoniens », ce vocable désormais péjoratif désignant ceux des communistes qui, au lieu de chercher refuge en 1939-40 en U.R.S.S. ont préféré, comme MM. Clementis et Nosek, se rendre en Angleterre, auprès de M. Bénés.

« *Le procès Louwers a apporté la preuve que d'importants postes de notre économie nationale sont encore détenus par des saboteurs qui, si notre vigilance n'avait pas été en défaut, eussent été démasqués depuis fort longtemps. Car comment expliquer autrement le fait que l'ancien directeur de l'Office des Changes de la Banque Nationale, ce « gardien suprême de notre trésor en devises », le Dr Sommer, ait pu, pendant de longues années, se livrer à des opérations et à diverses machinations sur les devises ?* »

YOUGOSLAVIE

Tito et l'Église catholique

A en croire le *RUDE PRAVO* du 15 mars, une réconciliation serait en cours entre le maréchal yougoslave et le clergé catholique. De l'article, forcément injurieux, intitulé « *La réaction catholique au secours de la bande fasciste Tito-Rankovic* », nous extrayons les passages significatifs que voici :

1°) « *Dès avant les prétendues élections, la clique fasciste de Tito... a invité à se rendre à Belgrade divers représentants d'organisations clérico-fascistes de Slovénie, de Croatie et de Bosnie-Herzégovine.* »

(2) « *En outre, la clique titiste est entrée en étroit contact avec l'internonce apostolique à Belgrade, l'Américain Patrick Harley, dans le but de mettre sur pied un plan de mobilisation de la réaction catholique en vue d'une politique antipopulaire et colonialiste dont la Yougoslavie est l'objet.* »

(3) « *Les prêtres catholiques-fascistes des diverses républiques fédérées ont organisé des réunions et des meetings populaires d'où ils envoient au traître Tito des télégrammes de salutations et l'assurent de leur concours le plus entier... Le clergé réactionnaire... déclare ouvertement dans ses résolutions qu'«il ne saurait rester indifférent devant les événements d'une portée historique et qu'il se met au service du gouvernement ». Fréquemment, des personnalités officielles prennent part à ces meetings, comme ce fut le cas à Sarajevo en présence du ministre de la prétendue justice de Bosnie-Herzégovine, Ivo Sunaric.* »

(4) « *Le clergé réactionnaire... commence par fonder des associations catholiques telles que le « Cœur de Jésus », la « Congrégation de Sainte-Marie, etc.* »

(5) « *La dépendance des titistes à l'égard des clérico-fascistes est illustrée par l'exemple de la Slovénie où une intense activité est déployée par les poètes catholiques Vodnik et D. Ludvik, par D. Sega, le critique dramatique réactionnaire, par K. Dobida, le vieux critique clérical des beaux-arts, par J. Gradisnik, le journaliste clérico-fasciste, par F. Bostajncic, le syndicaliste clérico-fasciste, etc.* »

(6) « *Parmi les « candidats » aux élections figurent, à côté des titistes convaincus, des politiciens bourgeois et même des membres du parti social-chrétien, M. Brecalj, Ed. Kocbek, etc.* »

L'aide militaire de l'U.R.S.S. pendant la guerre

Moche Pijade qui est, comme on le sait, le principal théoricien du titisme a prononcé à Belgrade le 11 mars un grand discours, au cours duquel, il a fait des révélations intéressantes sur la façon dont l'U.R.S.S. s'est longtemps refusé à appuyer l'effort de guerre de Tito et de ses partisans.

Pijade a souligné qu'à cette occasion les dirigeants soviétiques ont été constamment guidés par des considérations opportunistes.

« *Lorsque, en février 1942, au cours de toute cette même année, et pendant les 4e et 5e offensives ennemies contre notre armée de libération nationale en 1943, nous leur avons instamment demandé une aide matérielle, ils ne nous l'ont pas accordée, prétextant des empêchements d'ordre technique. Mais il ne s'agissait pas d'empêche-*

ments d'ordre technique ; ils ne voulaient pas se trouver en désaccord avec Pierre Karadjordjevitch et le gouvernement félon yougoslave de Londres, étant donné qu'ils avaient avec eux des traités d'alliance. »

Pijade cite à l'appui de ces affirmations un télégramme de Moscou de mars 1942 qui disait entre autres :

« *Tenez compte du fait que l'Union Soviétique a conclu un traité avec le Roi et le gouvernement yougoslave...* »

« *Nous n'avons reçu de secours matériels de leur part* — poursuit Pijade — *qu'en septembre-octobre 1944, lorsque nous nous sommes rencontrés sur le Danube. C'est également en ce mois d'octobre qu'ils nous aidèrent à la prise de Belgrade. Cependant, ils s'entendaient à Moscou avec Churchill sur la répartition des intérêts en Yougoslavie en deux parts : une moitié aux Anglais et une moitié aux Russes. Après la guerre, les Anglais se rendirent rapidement compte qu'ils n'auraient rien de la moitié qu'ils s'étaient réservée, et devinrent furieux contre nous. Or, trois ans plus tard, les Russes qui pensaient pouvoir profiter des 100 % se rendirent compte qu'ils n'auraient même pas leurs 50 %. Et c'est alors qu'apparut la résolution du Bureau d'Information. Nous fûmes assez libres et insolents pour garder les 100 % pour nous-mêmes.* »

Ces révélations constituent une preuve de plus sur la façon dont l'U.R.S.S. conçoit l'assistance militaire ou économique aux petits pays. Celle-ci ne peut avoir lieu qu'à son profit exclusif. Lorsque l'aide aux peuples opprimés entre en contradiction avec les intérêts de la politique russe, ces peuples sont abandonnés à leur sort. Le cas le plus flagrant (et le plus connu) est celui de l'insurrection polonaise à Varsovie en août 1944.

HONGRIE

Le nouveau régime et les fêtes nationales

L'anniversaire du 4 avril 1945

Il est intéressant de voir comment les fêtes nationales en Hongrie sont utilisées par le régime pour inviter la population à un surcroît de production et de travail.

C'est le cas en particulier de la fête du 4 avril, jour de la « Libération » de la Hongrie par les troupes soviétiques. Celle-ci est préparée par toute une propagande soigneusement orchestrée, dont le thème principal consiste à célébrer les exploits stakhanovistes, et les résultats acquis dans le domaine de la production.

Voici quelques citations, extraites de la presse hongroise, particulièrement significatives :

« ... *Les usines de wagons de Gyor ont offert, en l'honneur de la fête de la Libération, d'élever le maximum de leur production de 10 à 15 %. Les mineurs des mines de Komlo ont offert un surplus de 20 à 30 %, la brigade 302 des mines de Dorog a accompli pour le 4 mars le travail projeté pour le 9 avril. Le stakhanoviste Joseph Biniek des usines de Csepel portera pour le 4 avril sa surproduction de 400 à 800 %.* »

Magyar Nemzet (Nation Hongroise), 11 mars

« ... *Le nombre des concurrents de choc des usines sidérurgiques de Diosgyör a quadruplé en l'honneur du 4 avril. Dans l'un des fours, la production s'est élevé de 30 tonnes à 40 tonnes ; dans l'autre de 70 à 80.* »

Vilagossag (Clarté) 11 mars

« ... *Une brigade de choc féminine est formée en l'honneur de l'anniversaire de la Libération.* »

Népszava (Voix du Peuple), 7 mars

« ... *Les travailleurs des usines d'électricité Ganz ont offert un surplus de production représentant 3,5 millions de florins pour le 4 avril.* »

Magyar Nemzet (Nation Hongroise), 10 mars

« ... *Dans les usines de textiles Kistext, Goldberger et Magyar Pamutipar, les résultats prévus pour le 4 avril atteignent des chiffres inconnus jusqu'ici. Le nombre des travailleurs prenant part au concours individuels s'est élevé dans les usines Kistext de 583 à 702. L'un des travailleurs, Gyula Pajzsos, a déclaré qu'il a accompli le travail prévu pour six mois en trois mois.* »

Szabad Nep (Peuple Libre) 10 mars

Après l'exaltation des succès obtenus, viennent les conseils pour exhorter la classe ouvrière à ne pas relâcher son effort. Celle-ci est invitée à prolonger l'effort fourni pour la fête du 4 avril, et à maintenir le rythme de la production.

A ce sujet, on peut lire dans le *SZABAD NEP* du 11 mars :

« ... *Nous devons dès aujourd'hui lutter contre le danger qui menace ce mouvement magnifique et ne devons pas permettre qu'il devienne une campagne axée sur une seule date. Les tâches du Parti, des Syndicats, des chefs de notre production, sont énormes... mais le succès doit encore être plus important. Les offres de travail pour le 4 avril doivent devenir une arme puissante pour développer le mouvement stakhanoviste dans un mouvement de masse.* »

Enfin, même la médecine participe au mouvement stakhanoviste. C'est l'occasion pour la presse hongroise de faire l'éloge de la médecine soviétique :

« ... *Les médecins hongrois ont inauguré un mouvement socialiste des plus importants sous la devise « Guérit mieux ». Dans toutes les branches de la science médicale de remarquables résultats ont été déjà atteints. Tous les hôpitaux et toutes les cliniques du pays ont adhéré au mouvement. La présence du professeur soviétique Petrowskij en Hongrie donne aux médecins hongrois la possibilité de connaître les méthodes de la science soviétique. Les résultats atteints ont rapport à l'abrégement de la durée des traitements et à la réduction des prix de revient. Ainsi, la guérison d'une péritonite tuberculeuse nécessitait auparavant pour le moins six mois, alors que maintenant on a réussi à guérir cette maladie* en trois semaines. *Le coût du traitement se montait à*

8.200 *florins et maintenant, malgré le haut prix de la streptomycine il ne représente que* 3.600 *florins. Avec l'aide de la thérapeutique soviétique, d'autres maladies peuvent également être guéries dans un délai beaucoup plus bref.* »

Magyar Nemzet (Nation Hongroise) 12 mars

L'anniversaire du 15 mars 1848

Il est remarquable de constater que la fête du 15 mars, commémoration de la Révolution Nationale de mars 1848, qui est la véritable fête nationale des Hongrois, est presque escamotée, au profit de la fête du 4 avril.

Les commentaires de la presse s'efforcent d'atteindre deux buts :

1°) Persuader les Hongrois que le 4 avril est pour eux une date plus importante que le 15 mars et que la Libération véritable est celle apportée par l'Armée Rouge.

2°) Expliquer que seuls les changements survenus depuis le 4 avril donnent à la Révolution de 1848 son sens véritable, falsifié jusqu'alors par les « classes dirigeantes ».

A ce sujet le *MAGYAR NEMZET* (Nation Hongroise) du 15 mars écrit :

« ... *C'est au* 4 *avril* 1945, *glorieux jour de notre Libération, que nous devons le bonheur de fêter le* 15 *mars en union avec notre peuple entier. Le* 15 *mars n'est plus la fête falsifiée de l'ancienne classe dirigeante. C'est le* 4 *avril qui a apporté le grand changement historique à la Hongrie. C'est ce jour qui a finalement, réhabilité le* 15 *mars, qui l'a purifié des mensonges, des phrases fausses et qui lui a rendu sa véritable signification. C'est le* 4 *avril* 1945, *que le peuple hongrois vaincu par les armes de la tyrannie des Habsbourg a été libéré par les soldats de l'Armée Rouge.* »

De son côté, le *SZABAD SZO* (Libre Parole) du 15 mars explique que la Hongrie doit tout à l'Armée soviétique :

« ... *Ce sont les soldats héroïques de l'armée soviétique qui ont apporté la liberté à notre peuple travailleur. Depuis la faillite de notre lutte pour la liberté, jusqu'à l'année de notre libération, notre histoire était comme une eau stagnante, et c'est seulement en* 1945 *que la véritable Histoire de notre peuple a commencé. Le* 4 *avril est notre plus grande fête nationale.* »

Enfin le *SZABAD NEP* (Peuple Libre) du 15 mars abolit sans sourciller 100 ans de l'histoire hongroise :

« ... *La digne commémoration du* 15 *mars est devenue seulement possible à partir du jour où l'Armée Soviétique a libéré notre patrie et notre peuple. S'il nous est permis de fêter aujourd'hui le* 15 *mars en liberté et en pleine compréhension de sa signification véritable — nous le devons au* 4 *avril. Il nous est permis de fêter le* 15 *mars avec un sentiment de légitime fierté, fierté d'avoir accompli le testament du* 15 *mars et ceci grâce à notre Parti. Après* 102 *années écoulées depuis le* 15 *mars* 1848, *nous avons une patrie digne d'être défendue* ».

BULGARIE

La liquidation de l'héritage de Dimitrov

La mise au pas de la Bulgarie se poursuit. Elle se traduit à la fois par l'épuration dans les rangs du parti, et par la modification du cours de la révolution économique bulgare dans un sens strictement favorable aux Russes. Les bouleversements apportés au plan économique bulgare tel qu'il avait été conçu par Dimitrov, expliquent d'ailleurs la liquidation de la vieille garde du parti et leur remplacement par des membres, totalement dévoués à l'Union Soviétique.

L'épuration du Parti

Il ne se passe guère de jours où l'on n'apprenne que tel ou tel dirigeant a été relevé de ses fonctions, emprisonné ou a purement et simplement disparu.

Le sort des membres du Bureau Politique bulgare est éloquent. Sur les neuf membres du B.P. présidé par Dimitrov trois seulement restent en fonctions :

Vulko Tchervenkov, président du Conseil, Raikz Damyanov, président-adjoint, Vladimir Poptomov, ministre des affaires étrangères.

Les autres sont morts, ont été exécutés ou expulsés.

Dimitrov et Kolarov : morts ;

Traitcho Kostov : pendu ;

Anton Yougov, relevé de son poste de vice-président du Conseil et nommé ministre de l'Industrie. Son arrestation serait imminente, dit-on.

Dobri Terpechov, ministre du travail dont l'arrestation serait également imminente.

Gueorgui Tchankov, nommé au poste obscur de ministre des transports, et sur lequel la presse bulgare observe une consigne de silence significative.

Yougov et Terpechov ont été pris à partie par le sucesseur de Dimitrov, Tchervenkov dans le *Rabotnitchesko Delo,* organe central du P.C. bulgare.

Yougov est rendu responsable des « infiltrations » d'éléments favorables à Kostov dans la police de sécurité, (B.E.I.P.I., n° 23, p. 3).

Contre Terpechov les attaques sont encore plus violentes. Le président du Conseil l'accuse de porter la responsabilité des sabotages commis dans le domaine économique par les partisans de Kostov et lui fait grief de ne pas avoir révélé les « déviations nationalistes » de ce dernier aux membres du Bureau Politique.

« *Nous devons* — écrit Tchervenkov — *liquider complètement de tels éléments.* »

Quelques jours plus tard, le C.C. du Parti invitait dans le *Rabotnitchesko Delo* les membres du Parti à prendre chacun à son échelon, des « mesures de salubrité ».

Les renseignements fournis par la presse yougoslave confirment l'ampleur de l'épuration. Dans le *Borba* du 16-2-50 sous le titre : « *La nouvelle ligne de Vulko Tchervenkov* », Radomir Vouyovitch signale de son côté que, selon la presse bulgare, 12 membres du C.C. ont été jusqu'ici arrêtés.

Toutes ces mesures vont dans le sens de la liquidation des anciens compagnons de Dimitrov

qui sont écartés des postes responsables au profit d'éléments directement formés en U.R.S.S.

Lors des dernières élections de l'Assemblée Nationale sur 45 membres du C.C. désignés du temps de Dimitrov, 15 n'ont pas été portés sur la liste des candidats ; sur 28 candidats au C.C. 5 seulement se sont présentés à la députation.

La nouvelle ligne politique et économique

Ces liquidations ou ces mises à l'écart de la vieille garde du parti, s'expliquent parfaitement par l'orientation de la politique bulgare vers des objectifs nouveaux. En fait, il s'agit d'une subordination étroite des ressources bulgares aux besoins soviétiques, et d'un désaveu flagrant de la politique de Dimitrov. Le renouvellement de la politique postule un changement de personnel.

Cette modification de la ligne a été clairement mise en évidence par Tchervenkov, à la réunion plénière du C.C. du P.C. bulgare les 16 et 17 janvier.

Quelques jours avant cette réunion plénière Tchervenkov s'était rendu à Moscou pour s'entretenir avec Staline. L'*Agence Tass* a qualifié à cette occasion Tchervenkov de « *guide du peuple bulgare* » titre qui n'avait été donné à personne depuis la mort de Dimitrov.

Les tâches assignées au Parti par le nouveau « guide » sont en opposition manifeste avec la politique définie par Dimitrov.

Il ne s'agit plus de lutter pour l'industrialisation du pays, base du socialisme ; ce serait là du « nationalisme », mais d'adapter l'économie bulgare aux besoins de l'U.R.S.S., d' « *accroître à tout prix la production agricole* » ainsi que la « *production des minerais et des métaux destinés à l'exportation* ».

« *La tâche essentielle du Parti,* déclare Tchervenkov, *est d'éduquer les militants dans un esprit de fidélité et de dévouement absolus envers l'U.R.S.S., le P.C.P.* (b) *de l'U.RSS et notre grand et bien-aimé camarade Staline* »

Dans son rapport Tchervenkov passe complètement sous silence le problème de l'industrialisation et de l'électrification du pays.

Selon un journaliste yougoslave en 1947-48 on avait commencé à construire plusieurs centrales électriques. Mais dans beaucoup de cas, selon l'avis des spécialistes soviétiques, on se contentera d'édifier des barrages.

La production de toutes les mines est dirigée vers l'U.R.S.S., l'exploitation est dirigée par les spécialistes soviétiques.

Dans le domaine de l'agriculture, le plan de transformation socialiste par la création de nombreuses coopératives, semble abandonné. En juillet le gouvernement a décidé de ne pas poursuivre la formation de coopératives nouvelles, sous prétexte que l'Etat n'a pas la possibilité d'accorder aux coopératives une aide matérielle suffisante.

Toutes ces décisions vont à l'encontre de la politique antérieure du Parti. Elles signifient que la Bulgarie est vouée définitivement au rôle de vassal économique de l'U.R.S.S.

ROUMANIE

Éloge de l'Armée Rouge

Dans un article publié par le *CONTEMPORANUL* du 24-2-50, le Commandant Eugène Bantea a fait l'éloge de l'armée soviétique à l'occasion de son 32e anniversaire. Cet article débute par des louanges dans le style habituel, à Staline qui est naturellement à l'origine de toutes les victoires soviétiques :

« ... *Staline a créé la science et l'art militaire soviétiques. Dans la grande guerre pour la défense de la patrie, le camarade Staline a pris le commandement des forces armées soviétiques et les a menées à la victoire d'importance mondiale et historique, contre la plus forte machine de guerre, qu'aient jamais créée les classes exploiteuses.* »

« ... *L'identité d'origine sociale entre les cadres de commandement et la masse des soldats de l'armée soviétique et le libre accès de la masse des soldats à tous les postes de commande, est une des sources importantes de la puissance des forces armées de l'Union Soviétique.* »

Il est à noter que le dernier paragraphe de cette citation constitue une contre-vérité flagrante. La hiérarchie militaire soviétique est une des plus strictes du monde, et il n'y a aucune chance pour que le moujik mobilisé possède un bâton de maréchal soviétique dans sa giberne.

Vient ensuite l'exaltation de la puissance militaire russe :

« ... *La supériorité sur le terrain matériel des forces armées de l'Union Soviétique découle justement du fait que la société socialiste soviétique possède la forme la plus avancée de production connue dans l'histoire de l'humanité qui a créé la plus haute base technique* » ;

« ... *Les forces armées disposent des plus modernes types d'avions à réaction.* »

« ... *Notre presse a reproduit la nouvelle de l'invention d'un bombardier soviétique porte-avion capable d'apporter de très importants changements dans la stratégie et la tactique des forces militaires aériennes* ».

Cette affirmation est rien moins que contestable. Nous ne sommes évidemment pas en mesure de juger du degré de modernisation de l'armée soviétique. En revanche, il n'est pas douteux que sur le plan de la puissance productive et du perfectionnement technique, l'U.R.S.S. possède un certain retard sur les U.S.A. Mais il est indispensable que la propagande soviétique renforce chez les peuples occupés l'idée que l'U.R.S.S. est une force invincible.

Parallèlement il est nécessaire de faire croire que les « puissances impérialistes » ont d'ores et déjà perdu la partie, c'est la conclusion un peu prématurée, de l'article d'Eugen Bantea :

« ... *Les plans de domination mondiale des impérialistes américains ont un caractère beaucoup plus aventureux que ceux de leurs prédécesseurs, les cannibales hitlériens et impérialistes japonais. Le caractère irréel des plans impérialistes, après la deuxième guerre mondiale résulte aussi de l'écrasante supériorité, sur le terrain militaire du camp anti-impérialiste et démocratique, avec l'U.R.S.S. en tête.* »

POLOGNE

La création littéraire en démocratie populaire

La mise au pas des écrivains polonais, amorcée dès 1945, se manifeste à présent dans toute sa brutalité. Le fait mérite d'autant plus d'être signalé que les lettres polonaises — le théâtre comme le roman, peuvent s'enorgueillir d'avoir toujours su tenir tête, contre vents et marées, aux ukases des différents régimes.

Pour savoir comment les communistes conçoivent la création littéraire, la liberté de pensée et les conditions dans lesquelles travaillent les auteurs dramatiques, citons un exemple choisi au hasard parmi une centaine d'autres :

Le théâtre d'Olsztyn, petite ville de province, vient de donner en représentation générale, une nouvelle pièce d'un jeune auteur, M. W. Lubecki, intitulée : « l'*Affaire Anna Kosterska* ». Voici en résumé son sujet : Maria Denys, ancienne ouvrière du textile et actuellement directrice de l'usine où elle avait travaillé jadis, constate de nombreux défauts de fabrication qui retardent les plans de production. Elle suppose qu'un « sabotage organisé » est à l'origine de ces faits, elle découvre bientôt que le comptable Darlewicz ancien capitaine de l'armée Anders (et espion américain, évidemment), aidé par des complices se livre à des actes de sabotage.

Il projette d'incendier des magasins, à l'aide de la femme de ménage Anna Kosterska. Grâce à l'arrivée (accidentelle) sur le lieu du crime du contre-maître Kaban qui par un brusque remords de conscience rompt avec Darlewicz, l'incendie est combattu. L'instruction dévoile le rôle criminel de Kaban et de Kosterska, ainsi que celui de Darlewicz arrêté et démasqué.

Voilà donc un sujet « ouvrier », fidèle à la nouvelle conception du « héros positif ». Il n'y aurait rien à dire si la représentation n'avait pas eu des conséquences bien caractéristiques pour la littérature de la démocratie populaire. En effet, le critique théâtral du journal communiste *TRYBUNA LUDU* (15 mars 1950) a son mot à dire. Il convient de citer les principaux passages de cette étrange critique :

« *L'auteur avait les meilleures intentions. Il ne s'est pas limité au seul motif de sabotage, il décrit également l'émulation au travail, ainsi que le rôle de la femme dans le processus de la production. Il convient de souligner ces qualités de la pièce.*

« *Mais «l'Affaire Anna Kosterska » témoigne de défauts tellement frappants qu'elle ne devrait pas être jouée à moins qu'elle ne soit modifiée. En effet, l'auteur a pensé à plusieurs questions, sauf à la principale :* il a oublié le Parti et le rôle que joue à l'usine la cellule du Parti. *Cette lacune nuit fatalement à la construction dramatique : il est impossible de décrire la vie d'une collectivité ouvrière contemporaine sans bien connaître tous les éléments qui la composent. Par la faute de Lubecki, la Directrice Maria Denys ne s'appuie sur personne. Certes, elle est aidée par son mari, chef de la gare de Pom, mais le rôle du Parti a été péniblement défiguré.* »

Cette « critique bienveillante » ne manqua pas de faire impression sur M. Lubecki. Le lendemain, soit le 16 mars, on pouvait lire dans le même journal sa réponse :

« *Comme suite à la critique de ma pièce, je me permets de vous faire connaître qu'au cours de sa première représentation au théâtre d'Olsztyn j'ai constaté les mêmes défauts qui viennent d'être signalés par le camarade critique. En conséquence, j'ai fait une nouvelle version dans laquelle le rôle de la cellule du Parti est inclus dans l'action du drame. C'est cette nouvelle version qui sera dorénavant jouée sur les autres scènes. Je partage entièrement l'opinion du camarade selon laquelle l'auteur tire un grand profit d'une critique qui indique des moyens concrets pour supprimer les défauts et erreurs qui peuvent se glisser dans la conception idéologique d'une pièce.* »

Sans commentaire...

LA VIE EN U.R.S.S.

M. Andréiev fait son "mea culpa"

Comme il fallait s'y attendre, M. Andréiev, membre du Politburo, vice-Président du Conseil des Ministres, a fait la confession publique des fautes qui lui ont été reprochées dans la *Pravda* au sujet de l'organisation du travail des kolkhozes dont il a la haute direction.

C'est dans la *PRAVDA* du 28 février qu'à paru son *mea culpa* sous forme d'un court papier daté du 25 février et débutant ainsi :

« ... *J'ai beaucoup réfléchi depuis le jour où fut publié dans la* « Pravda » *l'article intitulé : « Contre la déformation de l'organisation du travail dans les kolkhozes », et je me vois obligé de reconnaître la justesse de toutes les critiques qui y sont formulées sur ma façon de voir l'organisation du travail dans les kolkhozes.* »

Et après avoir énuméré ses erreurs, telle qu'elles furent dénoncées dans l'article de la *Pravda* et qui remontent à 1939 (?) il termine par ces lignes :

« ... *Acceptant sans restriction aucune toutes les critiques formulées dans la* Pravda, *je m'efforcerai de corriger toutes mes erreurs et je lutterai contre toutes les déformations qui en sont issues ou qui pourraient se produire dans ce domaine.* »

Cette confession une fois faite, M. Andréiev reprend le cours normal des choses, en faisant, dans son discours électoral d'Ach habad (Turménistan), l'éloge dithyrambique de rigueur à l'égard de Staline :

« ... *En votant pour le bloc des communistes et des sans partis, notre peuple exprime sa confiance sans limite au parti des bolcheviks qui marche de victoire en victoire sous la direction géniale du camarade Staline* (Applaudissements chaleureux).

« ... *C'est avec amour qu'il y a quelques temps les travailleurs de tous les pays ont fêté le 70e anniversaire du camarade Staline. Tous se sont unis dans un mouvement enthousiaste pour exprimer leur reconnaissance sans bornes pour son infatigable sollicitude envers le peuple et leur légitime fierté de voir un tel homme, un homme aussi grand conduire notre peuple conscient des grandioses victoires remportées grâce à sa géniale conduite.* »

Élections et baisse de prix

Les élections au Soviet Suprême de l'U.R.S.S. ont eu lieu comme on le sait, et avec les résultats attendus, le 12 mars dernier. Le 1er mars, paraissait dans la presse le décret annoncé la veille par radio et décidant une baisse autoritaire des prix des marchandises de grande consommation (la troisième depuis décembre 1947, date de la suppression des cartes de rationnement).

Le souci électoral qui a présidé à cette dernière baisse des prix apparaît en de nombreux écrits de la presse soviétique des derniers jours de la campagne électorale. Jamais on n'y a tant parlé de la « sollicitude de Staline, du Parti Communiste et du gouvernement pour le bien-être de la population ». En temps ordinaire, la presse est surtout remplie d'appels aux travailleurs des villes et des champs à redoubler d'efforts toujours plus grands en vue d'accroître la production. Ces appels négligeaient-ils par trop le bénéfice matériel *immédiat* de la population laborieuse ? Il le semblerait, d'après l'insistance particulière mise par la presse au cours de la dernière phase de la campagne électorale, à faire valoir cette sollicitude à l'égard des travailleurs.

C'est ainsi qu'on pouvait lire par exemple dans la *PRAVDA* du 1er mars, donnant un compte rendu de réunion électorale à l'usine électrique de Moscou :

« *La nouvelle baisse des prix des marchandises, disent les résolutions, est la meilleure preuve qu'il n'y a pas dans le Parti bolchevik de plus haut souci que celui du bien-être des travailleurs...*

« *Le 12 mars, jour des élections, nous donnerons tous comme un seul homme nos voix aux candidats du bloc des communistes et des sans parti, car en votant pour eux, nous voterons pour la politique du Parti bolchevik que nous approuvons et soutenons entièrement et complètement ; nous voterons pour le futur épanouissement de notre Patrie, pour une amélioration nouvelle de la situation matérielle des travailleurs.* »

Des déclarations du même genre sont répandues dans toute la presse, y compris dans les éditoriaux qui ont mis à la veille des élections, l'accent sur le bien-être des travailleurs.

Et après la démonstration de cette sollicitude — démonstration qu'il fallait sans doute faire — sont venus les remerciements :

« *Les travailleurs de notre patrie expriment un amour et un dévouement sans limite au grand Staline, créateur du bonheur du peuple* ». Ou encore : « *Merci au Parti et au gouvernement ! Merci au camarade Staline !* »

(Pravda, du 1er mars).

Comment on encense Staline

Les *IZVESTIA* du 12 mars, jour des élections consacrent à Staline un article intitulé : « Notre bonheur », dont voici quelques extraits :

« ... *Staline ! en ce nom est enfermé toute notre vie. La jeunesse et la virilité de notre pays...*

« ... *En Staline, nous voyons toute la lumière de l'intelligence et la source cristalline dans laquelle nous puisons nos forces pour penser et mener à bien toutes nos grandes œuvres.*

« ... *Staline, c'est le Parti, c'est notre Patrie !*

« ... *Notre bonheur, c'est Staline !*

« ... *Le seul sens de notre vie c'est l'amour que nous portons à notre Patrie et à Staline !* »

LE COMMUNISME EN EXTRÊME-ORIENT

Les projets agraires de Ho Chi Minh

La presse soviétique s'emploie avec zèle, et pour cause, à diffuser toutes nouvelles concernant Ho Chi Minh et son « gouvernement ». Des dépêches *Tass* en provenance de Chine, de Shangaï tout particulièrement, y sont souvent publiées. En voici une parue dans la *PRAVDA* du 6 mars et qui a trait aux projets agraires de Ho Chi Minh :

« ... *Comme l'a communiqué la radio vietnamienne, le Président de la République démocratique du Viet Nam, Ho Chi Minh, a signé un décret concernant les terres des propriétaires terriens sur les territoires de la République.*

En vertu de ce décret, les terres appartenant à des propriétaires terriens résidant actuellement sur les territoires occupées par les forces françaises, seront partagés entre les paysans qui devront en retour payer un impôt terrien et un droit de fermage s'élevant à 10 % de leurs récoltes.

S'il est prouvé en outre que les propriétaires en question ont collaboré avec l'occupant, ces terres seront confisquées et les coupables seront judiciairement poursuivis pour collaboration avec l'ennemi. »

L'année en cours sera décisive

C'est ce qui ressort de la dépêche ci-dessous :

« ... *Cette année, dit notamment Ho Chi Minh, est l'année de préparation à notre contre-offensive générale. L'armée et la population auront plus que jamais besoin de grain et de riz. Cette année sera décisive, c'est pourquoi l'ennemi va tenter de renforcer son travail de sape...* »

(Pravda, 12 mars).

IMP. UNION, 13, RUE MÉCHAIN, PARIS-XIVe LE GÉRANT : BERNARD DE BRÉVEDENT 354 RUE ST-HONORÉ, PARIS-Ie